

À l'attention des éditorialistes économiques et des directeurs de l'information

L'éducation des Canadiens autochtones profiterait à l'économie canadienne

OTTAWA, 26 novembre – Si les jeunes Autochtones étaient aussi nombreux à terminer leurs études secondaires et universitaires que les autres jeunes Canadiens, l'économie nationale pourrait réaliser une plus-value de l'ordre de plusieurs milliards de dollars.

Parallèlement, l'augmentation du nombre de diplômés du secondaire se traduirait par un accroissement de la main-d'œuvre et une amélioration de la productivité.

Voici quelques résultats d'une étude publiée aujourd'hui par le Centre d'étude des niveaux de vie, situé à Ottawa.

En 2001, environ 52,2 % des Canadiens autochtones âgés de 15 ans ou plus avaient obtenu un diplôme d'études secondaires, par rapport à presque 70 % des Canadiens non autochtones.

Si les Canadiens autochtones réduisaient cet écart, leurs collectivités, tout comme eux-mêmes, en tireraient grandement avantage.

Or, étant donné que les diplômés du secondaire trouvent plus facilement un emploi, obtiennent des salaires plus élevés et atteignent une meilleure productivité que les non diplômés, tout le Canada y trouverait également son compte. Le produit intérieur brut pourrait grimper de 31 milliards de dollars (dollars de 2001) entre 2001 et 2017 si la moitié de l'écart au chapitre du rendement scolaire était comblé et 62 milliards de dollars si l'écart était entièrement comblé d'ici 2017. Pour l'année 2017 seulement, l'augmentation du produit intérieur brut serait de l'ordre de 4.2 milliards de dollars et 8.3 milliards de dollars respectivement.

L'étude analyse le lien entre le rendement scolaire et des indicateurs économiques tel que le taux de participation de la main-d'œuvre, l'emploi, la productivité et la croissance de la production.

« C'est un fait notoire, les Canadiens autochtones se classent derrière tous les autres Canadiens pour ce qui est de l'obtention d'un diplôme d'études secondaires et universitaires » précise le directeur exécutif du Centre, M. Andrew Sharpe.

« Ce qui change la donne, c'est que pour la première fois le coût économique, en d'autres termes l'apport éventuel, a été calculé. »

« La plus modeste amélioration du rendement scolaire revêt une importance considérable », ajoute M. Sharpe.

Le développement de politiques spécifiques visant à augmenter le rendement scolaire des autochtones au Canada dépasse la portée de l'étude. Toutefois, le rendement des investissements dans l'éducation ne fait aucun doute. « L'éducation est non seulement l'un des outils les plus accessibles dont dispose toute société pour venir en aide à ses populations désavantagés, mais il offre aussi la meilleure possibilité de croissance et d'avantages sur le plan économique » ajoute M. Sharpe.

De fait, investir dans l'avenir des jeunes autochtones est l'une des rares politiques publiques qui n'implique pas de compromis entre équité et efficacité.

Faits saillants du rapport :

► Selon le meilleur scénario de réussite, les trois écarts entre les Canadiens autochtones et les Canadiens non autochtones, soit au chapitre du rendement scolaire, du taux d'emploi et du revenu d'emploi, pourraient bien disparaître d'ici 2017. Une fois ces écarts comblés, l'apport éventuel des Canadiens autochtones au produit intérieur brut atteindrait jusqu'à 160 milliards de dollars (dollars de 2001) entre 2001 et 2017. Pour l'année 2017 seulement, l'augmentation du produit intérieur brut serait de l'ordre de 21.5 milliards de dollars (dollars de 2001).

► Plus le taux d'obtention de diplômes d'études secondaires et universitaires est bas, plus le taux de participation de la main-d'œuvre est faible. Si en 2001 le profil scolaire des Canadiens autochtones avait été le même que celui des Canadiens non autochtones, leur taux de participation aurait atteint 67,7 % plutôt que 61,4 %, comme on a pu l'observer. Le taux de participation des Canadiens non autochtones était quant à lui de 66,6 % en 2001.

► Les Canadiens autochtones, si leur taux de réussite scolaire s'améliorait, contribuerait jusqu'à 7,39 % de la croissance totale de la population active d'ici 2017. Selon le rapport, les Canadiens autochtones pourraient bien représenter près de 30 % de l'accroissement naturel de la population au Canada entre 2001 et 2017. (L'accroissement naturel de la population résulte de l'excédent des naissances sur les décès.)

► L'écart entre les Canadiens autochtones et les autres Canadiens au chapitre de l'éducation se creuse davantage au niveau universitaire. Entre 1996 et 2001, la proportion de Canadiens autochtones diplômés a augmenté, passant de 7,8 % à 8,9 %. Au cours de la même période, la proportion de Canadiens non autochtones diplômés est passée de 20,0 % à 21,8 %. Bien que davantage de Canadiens autochtones ont achevé une formation universitaire, l'écart entre les deux groupes s'est accentué.

► L'écart entre les Canadiens autochtones et les autres Canadiens au chapitre du revenu d'emploi provient, en partie, des faibles perspectives d'emploi, et non du manque d'intérêt pour le marché du travail.

► Selon le meilleur scénario de réussite, l'apport éventuel des Canadiens autochtones au taux de croissance de la productivité du travail serait jusqu'à 0,037 point de pourcentage par année. La simple élimination de l'écart sur le plan du rendement scolaire pourrait représenter une hausse annuelle du taux de productivité du travail pouvant atteindre 0,016 %.

► Le rapport montre un lien entre d'une part l'amélioration du rendement scolaire, et d'autre part l'amélioration de la santé et la qualité de vie et la baisse du taux de criminalité. Le rapport indique aussi qu'une population autochtone mieux éduquée aurait des effets positifs pour le gouvernement au niveau budgétaire. Par exemple, les dépenses affectées aux centres correctionnels et aux programmes sociaux diminueraient tandis que les recettes gouvernementales augmenteraient en raison de revenus d'emploi plus élevés pour les autochtones.

Le **Centre d'étude des niveaux de vie** est un organisme de recherche national, indépendant et sans but lucratif. Il tente d'améliorer la compréhension des tendances et des facteurs déterminants de la productivité, des niveaux de vie et du bien-être économique et social, au moyen de la recherche.

Le rapport complet et un résumé sont disponibles au www.csls.ca.

Si vous souhaitez rencontrer l'auteur, veuillez communiquer avec Andrew Sharpe, au 613-233-8891 (andrew.sharpe@csls.ca) où avec Martha Plaine, au 613-728-4754 (mlplaine@yahoo.ca).